

Motion - La directive 2001/55/CE doit être appliquée pour chaque être humain

(à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'être humain, le 10 décembre 2022)

Proposée par Rifondazione Comunista

Considérant que le 2 mars 2022, le Conseil de l'Union européenne, sur proposition de la Commission, a constaté l'existence d'un afflux massif de réfugiés en provenance d'Ukraine.

Considérant que, comme le prévoit l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001, qui a pour effet d'instaurer une protection temporaire, le Conseil a estimé que celle-ci devait être appliquée à tout citoyen ukrainien qui en fait la demande.

Considérant que jusqu'alors ces directives n'avaient jamais été appliquées, alors qu'il y avait d'énormes crises humanitaires avec des arrivées de réfugiés et de demandeurs d'asile en Europe.

Considérant qu'il existe de nombreuses zones de conflit qui continuent à provoquer la fuite de personnes et surtout de personnes vulnérables.

Nous, représentants des partis participant au 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE) à Vienne, Autriche, du 9 au 11 décembre 2022, nous engageons à nous mobiliser, dans chacun des Etats membres et avec chacun des partis qui le composent, pour que la directive 2001/55/CE soit appliquée de manière équitable pour tout être humain fuyant l'invasion, la persécution et la dictature.

En effet, l'application correcte de la directive est un premier outil précieux pour sauver des vies en les soustrayant aux trafiquants, pour garantir des voies d'accès sûres et pour engager tous les États membres à offrir accueil et refuge.

Ce ne peut être l'origine, la couleur de la peau, la culture d'origine qui détermine si l'on a accès ou non aux garanties offertes par l'Union européenne.

Il ne peut y avoir des réfugiés à accueillir et des réfugiés à rejeter.

Motion - Libérer Julian Assange

(à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'être humain, le 10 décembre 2022)

Proposée par Die Linke

Le Parti de la Gauche Européenne demande la libération immédiate du journaliste et fondateur de Wikileaks Julian Assange et la prévention de son extradition vers les États-Unis.

S'il est extradé vers les États-Unis, Assange devra répondre de 18 chefs d'accusation en vertu de la loi sur l'espionnage de 1917 et d'une peine potentielle de 175 ans de prison pour des "crimes" qui comprennent de grands articles de journalisme pertinents pour toute la société puisqu'ils disent la vérité sur la guerre, comme les journaux de bord de la guerre en Irak, les journaux de bord de la guerre en Afghanistan, le *Cablegate* et la vidéo sur les meurtres collatéraux.

L'affaire Assange est l'une des plus importantes affaires de liberté de la presse de cette génération. Ses implications pour les libertés civiles et les droits fondamentaux sont graves et d'une grande portée.

C'est avec espoir que nous observons des voix et des initiatives du monde entier appelant à la libération de Julian et condamnant le traitement qui lui est réservé en prison. Le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer, a indiqué qu'Assange présentait "*tous les symptômes typiques des victimes de torture psychologique prolongée*". Il poursuit : "*Cette affaire est un énorme scandale et représente l'échec de l'État de droit occidental. Si Julian Assange est condamné, ce sera une condamnation à mort pour la liberté de la presse.*"

Nous saluons les initiatives récentes, comme :

- La nomination de Julian Assange parmi les finalistes du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit du Parlement Européen.
- "*Publier n'est pas un crime*" par de grands groupes de médias (The New York Times, The Guardian, Le Monde, Der Spiegel, El País) appelant l'administration du Président Joe Biden à abandonner les charges.
- Les chefs d'État latino-américains Petro et Lula montrant leur engagement et leur soutien en faveur de la liberté de Julian Assange.

Les partis membres, observateurs et partenaires de la Gauche européenne continueront à soulever la question dans leurs pays respectifs en :

- Organisant des événements, des rassemblements, accueillant des projections de films (à confirmer) d'"Ithaka", un documentaire puissant qui suit la campagne pour libérer Assange avant la procédure d'extradition.
- Tentant d'exercer une pression sur les parlementaires et les gouvernements.

#AssangeCase #FreeAssange #JulianAssange

Motion - Les droits de l'être humain ne sont pas négociables !

Le Parti de la Gauche Européenne est solidaire des réfugié(e)s !

(à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'être humain, le 10 décembre 2022)

Proposée par Die Linke

Le 10 décembre, les gens du monde entier célèbrent la Journée internationale des droits de l'homme. Cette journée est un rappel des principes qui devraient régir à la fois notre politique et notre vie quotidienne. En ces temps d'agitation et de perturbations mondiales, le droit de chacun de choisir son lieu de résidence, l'égalité et la non-discrimination sont plus importants que jamais. Les conventions européennes des droits de l'homme énoncent ces principes et proposent des lignes directrices à la Cour européenne des droits de l'homme, qui est chargée de faire respecter ces derniers.

Actuellement, de nombreuses personnes doivent quitter leur habitat et fuir vers d'autres pays par peur des persécutions et de leurs moyens de subsistance. Depuis 2014, plus de 25 000 personnes se sont noyées dans la mer Méditerranée. Chacun de ces nombres représente une personne, avec un nom, une famille et l'espoir d'un avenir meilleur en Europe.

L'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex viole les droits humains fondamentaux depuis des années. Nous condamnons l'implication de l'agence dans les refoulements illégaux et sa dissimulation, et nous prenons au sérieux les accusations de mauvaise conduite et d'irrégularités.

Les pays européens en particulier ont la responsabilité de garantir aux réfugiés un nouveau départ, qu'ils cherchent refuge pour des raisons politiques, économiques ou autres. Nous défendons les droits de l'homme - et toutes les personnes qui ont été victimes des violations des droits de l'homme commises par Frontex.

L'un des exemples effrayants actuellement sous les projecteurs est celui du Qatar. Depuis que le Qatar a obtenu les droits d'organisation de la Coupe du monde de la FIFA 2022 en 2010, il est un exemple de la corruption du système de la FIFA. De nombreux migrants vivent et travaillent au Qatar, la plupart originaires d'Asie du Sud, et des violations des droits de l'homme peuvent être observées dans leur vie quotidienne - en particulier pendant les préparatifs de la Coupe du monde. Le nombre de décès sur les chantiers de construction de la Coupe du monde de football au Qatar est extrêmement élevé, les estimations sont d'au moins 6500 morts. Cet événement était censé être une célébration du rassemblement du monde autour du sport. En réalité, il nous a montré la violation des droits des travailleurs migrants, ainsi que la discrimination à l'égard des femmes et de la communauté LGBTIQ+ dans le pays hôte.

Pour la Gauche européenne, les droits de l'homme ne sont pas négociables - ni sur les bateaux qui traversent la Méditerranée, ni dans les bois à la frontière biélorusse-polonaise, ni sur les chantiers au Qatar. Nous sommes solidaires de tous ceux dont les droits humains fondamentaux sont attaqués, que ce soit par des régimes frontaliers ou des conditions de travail d'exploitations et nocives !